

SOLIDARESCH MAT ALL GENERATIOUN

ENG PENSIOUN FIR ZE LIEWEN



Les 25 dernières années étaient plus que positives pour le Luxembourg d'un point-de-vue économique. Par contre, nous observons depuis 2008 une diminution ostensible de la croissance économique et les conséquences deviennent de plus en plus visibles.

Surtout les jeunes d'aujourd'hui vont ressentir ces changements. Plus en plus de familles sont confrontées à la situation où les deux parents doivent travailler et l'éducation des enfants est progressivement négligée. Le taux du chômage des jeunes s'élève à presque 14% (taux de chômage général = 5,1%). La transition entre l'école et le travail devient de plus en plus compliquée.

DJG sont donc de l'avis que des réformes dans les différents champs (éducation, travail, pension, etc) sont nécessaires afin de garantir une vie agréable aux générations actuelles et futures. En plus, nous sommes absolument favorables à une extension des structures qui favorisent une transition plus facile et efficace entre les différents champs (école, travail, pension).

DJG saluent donc l'initiative actuelle de la réforme de pension. Nous regrettons par contre que cette initiative n'ait pas été prise avant.

Depuis la fin des années 1980 les droits des assurés ont augmenté de 29% alors que les taux de cotisation sont restés stables. Pendant la même période, notre espérance de vie a augmenté et elle va probablement continuer à croître. En vue de la transition démographique à laquelle notre système de pension sera confronté au moment de la mise en retraite des générations qui ont alimenté la croissance plus qu'extraordinaire de la population active au cours des 20 dernières années, nos réserves de 11 milliards d'euros ne suffiront pas pour viabiliser à long terme les fondements actuels du système. La "Rentemauer" entre donc de plus en plus dans notre champ de vision.

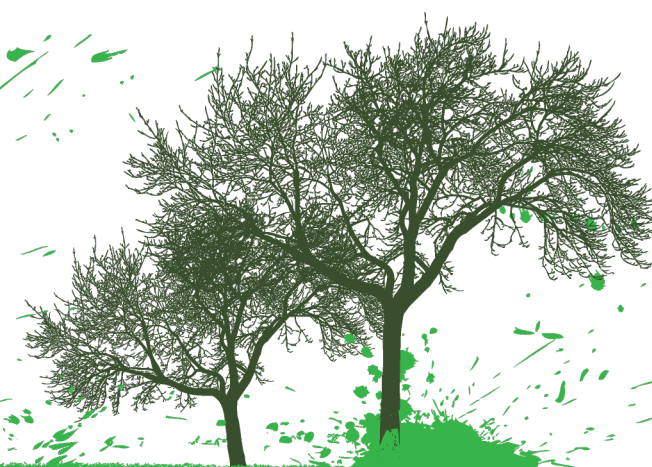
Dans notre analyse du projet de loi 6387 nous partageons les points critiqués par déli gréng tout en ajoutant nos remarques supplémentaires.

DJG ne peuvent donc pas accepter les hypothèses du scénario d'évolution économique du Grand-Duché sur lesquelles repose cette réforme. Le gouvernement table sur une croissance économique moyenne de 3% pour la période de référence (2060) et d'une croissance de 1,5% du marché de l'emploi sur la même période.

Non seulement cette hypothèse sera déjà contredite par la réalité le jour même de son entrée en vigueur, le 1er janvier 2013, mais cette croissance impliquerait aussi un formidable effort infrastructurel pour rattraper le retard accumulé au niveau des infrastructures lors des dernières décennies et aussi pour pouvoir supporter la croissance économique nécessaire au fondement de la réforme. L'accroissement de la population et des emplois nécessiterait un plan d'investissement sans précédent. Ceci est vrai en matière d'aménagement du territoire, de mobilité, de logement, d'écoles, de création de bureaux et surfaces artisanales/économiques, d'approvisionnement énergétique ... Or, le gouvernement qui a adopté ce projet de loi ne développe aucun scénario réaliste pour accompagner les évolutions infrastructurelles sous-jacentes à la réforme des pensions et une liste de priorités d'investissements pour le développement des infrastructures reste inexistante.

DJG se demandent donc pourquoi et comment une croissance d'une telle ampleur peut être un point de départ pour une réforme sans réfléchir de manière approfondie aux conséquences d'une telle croissance. La croissance illimitée sur une planète finie est non seulement un paradoxe en soi, elle ignore également complètement les coûts énormes et les charges pour les humains et l'environnement. Il n'est aucunement question de la consommation des ressources et des matières premières engendrée par une croissance économique progressive.

Nous sommes donc plutôt favorable à une croissance modérée, réaliste et contrôlable. DJG partagent donc l'idée de ramener les perspectives de croissance à 2% de croissance pour l'économie dont 0,5% pour le marché de l'emploi (ce qui correspond d'ailleurs même aux chiffres proposées par la banque centrale du Luxembourg).



DJG ne peuvent pas accepter que seules les années d'études effectuées de 20 à 27 ans seront prises en compte pour servir à compléter le stage de 40 ans. Nous revendiquons que cette mesure reste valable comme actuellement pour toutes les études effectuées de 18 à 27 ans. Ainsi, une personne ne comptant que 35 années de cotisation mais ayant effectué 5 années d'études peut opter pour la retraite anticipée à 60 ans. La modification du projet de loi défavorisera un sortant d'école qui a réussi toutes ses années d'école sans redoublement. Finissant ses études secondaires à l'âge de 18 ans, l'étudiant partant à l'université à 19 ans perdra alors 1 année s'il termine son "master" sans redoublement (comme seulement les années d'études effectuées entre 20 et 27 ans seront prises en compte). DJG sont d'avis qu'il faut plutôt favoriser des études supplémentaires que de défavoriser les jeunes universitaires par rapport à leur droit à la pension.

En plus DJG sont d'avis qu'il faut plutôt parler d'une possible abolition du futur réajustement des pensions que de défavoriser les jeunes déjà confrontés à pas mal de problèmes pour se retrouver sur le marché de l'emploi.

DJG se demandent si des paiements de retraite versés par le système de droit public qui s'élèvent à environ 6.000 euro dans le secteur privé, voir 10.000 euro dans le secteur public, ne dépassent pas les sommes nécessaires pour vivre en toute dignité. Nous demandons donc un rééquilibrage progressif entre les contributions et les services.

DJG partagent l'idée de réfléchir sur l'introduction d'un pilier financier supplémentaire pour notre système de pension en évitant d'alourdir les charges touchant le coût du travail. La mise en place d'une cotisation supplémentaire qui serait basée sur l'ensemble des revenus, à l'instar de l'assurance dépendance, élargirait l'assiette de cotisation, améliorerait les recettes et serait neutre par rapport au coût du travail. Elle permettrait même de retarder l'augmentation des cotisations sur la masse salariale prévue par le gouvernement pour l'année 2022.

Aussi, DJG ne peuvent pas approuver une réforme qui ignore les potentialités d'un régime basé sur l'individualisation des droits. Nous demandons donc, comme déi gréng, l'introduction d'un droit à la retraite individuel pour toutes et tous. La constitution de carrières individuelles doit devenir la règle, les droits dérivés doivent devenir l'exception d'un régime en transition. Ce modèle profitera à tous ceux et toutes celles qui n'exercent pas ou qui n'ont exercé qu'une activité professionnelle partielle et qui n'auraient pas acquis suffisamment de droits dans le système actuel. Les cotisations individuelles doivent devenir obligatoires même pour les périodes sans activité rémunérée. Le partage des droits (splitting) n'est une solution que pour régler les conflits du passé, nous demandons qu'il soit réglé dans le cadre du code des assurances sociales et non pas dans la législation sur le divorce.

DJG demandent aussi qu'une plus grande importance soit accordée au critère de pénibilité, surtout dans la perspective d'un allongement des périodes de cotisation. Il est un fait que les salariés moins payés sont souvent ceux qui exercent les travaux les plus pénibles. Il est encore un fait que les personnes ayant perçu un salaire moins élevé et ayant exécuté des tâches plus pénibles, ont une espérance de vie moindre. Or, avec le projet de loi discuté, ces personnes auront le choix soit de travailler plus longtemps, soit de toucher une pension moindre, alors que ce sont justement elles qui touchent déjà des pensions inférieures et moins longtemps. Nous demandons au gouvernement de développer des propositions à ce sujet.

En dernier lieu, DJG propose l'idée que le fond de compensation favorisera des investissements dans des entreprises qui travaillent dans le domaine durable (p.ex.: énergies renouvelables). Nous sommes d'avis que de tels investissements sont beaucoup plus prévoyants et favorables à des futures générations.



déi jonk gréng
1, rue du Fort Elisabeth
L-1463 Luxembourg

Tel: 27 48 27 – 1
Fax: 27 48 27 – 22

jonk@greng.lu

